

Le conseil du territoire PARIS TERRES D'ENVOL

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de membres en exercice : 80

Présents : 71
Excusés : 9
Absents : 0

REUNION DU 11 JUILLET 2020

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an DEUX MILLE VINGT, le SAMEDI ONZE JUILLET à QUINZE HEURES, le conseil de territoire, dûment convoqué le CINQ JUILLET DEUX MILLE VINGT, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Pierre Peugeot 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de Monsieur Bruno BESCHIZZA.

ETAIENT

PRESENTS :

Mme ABDELLAOUI Leïla, Mme ADLANI Farida, M. ASENSI François, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BELOUCHAT Rachid, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, M. BORSALI Jean-Baptiste, M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUR Patricia, Mme BOUTHORS Jacqueline, M. CAHENZLI Denis, M. CANNAROZZO Frank, M. CARRE Julien, M. CHANTRELLE Laurent, M. CHAUSSAT Jacques, M. CHAVAROC Grégory, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, Mme COLLET Marie-Claude, Mme DA COSTA Marie-Lyne, M. DACHIVILLE Romain, Mme DE CARVALHO Virginie, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, M. DESRUMAUX Denis, M. DRIEU Fleury, M. EL KOURADI Fouad, Mme FAOUZI Hanane, M. FERREIRA Lino, M. GEFFROY Philippe, M. GUYON Olivier, M. HAN Bo, Mme JAOUANI Amel, M. JIAR Youssef, Mme KHATIM Karima, Mme LAGARDE Aude, M. LAGARDE Jean-Christophe, Mme LAGNEAU Muriel, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LAPORTE Pierre, M. LASTAPIS Michel, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, M. MARAN Max, Mme MAROUN Séverine, M. MARQUES Paulo, M. MEIGNEN Thierry, Mme MENDES Odette, Mme MEYER Karine, M. MIGNOT Didier, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREAU Chantal, M. MORIN Sébastien, M. MOULINNEUF Serge, M. MUSQUET Jean-Marie, Mme PERRON Christine, Mme PINHEIRO Amélie, M. PRUNIER Gérald, M. RAMADIER Alain, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, Mme SAGO Aïssa, M. SAULIERE Gilles, M. TURBIAN Julien, Mme VALLETON Martine, M. VAZ Micaël, Mme VERTE Monique, Mme YERRO Georges-Marie, Mme YOUSSEUF Mélissa, M. ZANGRILLI François.

EXCUSES

Mme BENAMMOUR Mériem, Mme BRAHIM Marwa, Mme DUBOE Nicole, M. GESELL Quentin, Mme HERNANDEZ-HERSEMEULE Carmen, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme MABCHOUR Najet, Mme MEKKI Chérifa, M. MILLARD Jean-Luc,

AYANT DONNE POUVOIR A

M. PRUNIER Gérald, M. BAILLON Jean-François, Mme DE CARVALHO Virginie, Mme COLLET Marie-Claude, Mme LEMARCHAND Brigitte, M. CARRE Julien, M. BAILLON Jean-François, M. CHANTRELLE Laurent, M. LAGARDE Jean-Christophe,

SECRETAIRE DE SEANCE

Mme ABDELLAOUI Leïla.

DELIBERATION N°49 – AMENAGEMENT – DELEGATION AU PRESIDENT DE L'EXERCICE DES DROITS DE PREEMPTION ET DU DROIT DE PRIORITE POUR LA DUREE DE SON MANDAT ET DELEGATION AU PRESIDENT DE LA POSSIBILITE DE DELEGUER L'EXERCICE DE CES DROITS POUR LA DUREE DE SON MANDAT AU SEIN DES SECTEURS D'INTERET TERRITORIAL ET DES SECTEURS D'INTERVENTION FONCIERE DE L'EPFIF

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 5211-10 et L. 5219-5 ;

Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L. 210-1, L. 211-1 et suivants, L. 213-1 et suivants, L. 240-1 et suivants, R. 211-1 et suivants, R. 213-1 et suivants ;

Considérant que le transfert de la compétence Plan local d'urbanisme à l'établissement public territorial emporte automatiquement le transfert du droit de préemption urbain pour les périmètres qui avaient été précédemment arrêtés par les communes membres et que depuis le transfert de cette compétence l'EPT a institué le droit de préemption urbain sur le territoire d'autres communes membres, sans que la présente délibération ne vienne les modifier,

Considérant que l'exercice du droit de préemption urbain – et plus largement de l'ensemble des droits de préemption dont l'EPT pourrait être titulaire ou délégataire – ou sa délégation à l'Etat, à une collectivité locale, à un établissement public y ayant vocation, au concessionnaire d'une opération d'aménagement, à une société d'économie mixte agréée, à l'un des organismes d'habitations à loyer modéré ou à un des organismes agréés mentionnés par le code de la construction et de l'habitation et l'exercice ou la délégation du droit de priorité sont soumis à des délais contraints difficilement conciliables avec le calendrier des séances du conseil de territoire,

Considérant qu'il y a donc lieu d'organiser matériellement l'exercice des droits de préemption, encadré dans des délais courts par le code de l'urbanisme, indépendamment des sessions du Conseil de Territoire,

Considérant que le Président doit rendre compte à chaque Conseil de Territoire de l'exercice de ces droits dans le cadre de sa délégation,

Accusé de réception en préfecture
des documents n° 20200711-49-1950-2020-DE
Date de télétransmission : 21/07/2020
Date de réception préfecture : 21/07/2020

Après en avoir délibéré :

- **DELEGUE** au Président le pouvoir d'exercer, au nom de l'EPT Paris Terres d'Envol, l'ensemble des droits de préemption institués par le titre Ier du Livre II du Code de l'urbanisme, dont fait notamment partie le droit de préemption urbain que l'Etablissement public Territorial en soit titulaire ou délégataire ainsi que le droit de priorité,
- **DELEGUE** au Président le pouvoir de déléguer à son tour l'exercice du droit de préemption urbain et le droit de priorité au sein des secteurs d'intérêt territorial et des secteurs d'intervention foncière de l'EPFIF, aux personnes énumérées par le Code de l'urbanisme.
- **PRECISE** que le dispositif de la présente délibération sera transmis dans le mois, pour affichage, aux communes membres et publié dans un recueil des actes administratifs de l'EPT Paris Terres d'Envol.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de son affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr

Adopté à l'unanimité

Le Président
Bruno BESCHIZZA

